

Publié le 9 Juin 2016

Soldats partout, sécurité nulle part ?

Opération Sentinelle : ces sérieuses raisons d'avoir des doutes sur l'utilité d'un dispositif qui affaiblit notre armée sans nous assurer d'être protégés



Si l'état d'urgence est un dispositif permettant effectivement de renforcer les moyens de lutte contre les attaques terroristes, leur efficacité, après plusieurs mois de mise en place, serait toute relative.



Avec [Michel Goya](#)
[Voir la bio en entier](#)



Avec [Guillaume Jeanson](#)
[Voir la bio en entier](#)

Atlantico : Les prochains événements internationaux, à savoir l'Euro 2016 et le Tour de France, représentent des défis majeurs dans un contexte de menace terroriste élevée. Au coeur du dispositif mis en place après les

attentats de janvier 2015, l'opération Sentinelle mobilise 10 000 soldats dans les zones sensibles du territoire. De quoi concrètement cela nous préserve-t-il ?

Michel Goya : L'opération *Sentinelle* est une extension de l'opération *Vigipirate* qui vise depuis 1991 à **protéger des zones jugées sensibles en appui des forces de sécurité du ministère de l'intérieur**. La différence est essentiellement quantitative puisqu'on est passé en quelques jours d'une moyenne de 750 soldats sur l'ensemble du territoire à 10 000. Cette extension était prévue pour une situation d'urgence et un temps limité. Le gouvernement a décidé de la maintenir. On se trouve donc avec une multitude de groupes de combat devant des sites à protéger. L'état-major des armées a bien cherché à rendre cette présence plus discrète et mobile pour la rendre plus efficace, mais **cela ne correspondait pas à l'objectif premier** qui est de montrer des soldats.

La France a cette particularité, lorsqu'elle est attaquée sur son sol d'envoyer ses soldats dans ses propres cités et non celles de l'ennemi. **Cela ne sert généralement pas à grand-chose sinon à rassurer la population**, ce qui n'est pas rien, et surtout à se donner à peu de frais une posture d'homme d'Etat énergique, ce qui est plus minable. Je garde ainsi toujours un souvenir émue de la mission *Garde aux frontières* lancée avec force effet de menton en 1986 par le Premier ministre de l'époque, à la suite d'une série d'attentats à Paris. Le même Premier ministre qui regardait vers l'horizon, c'est-à-dire l'élection présidentielle de 1988, savait pertinemment que ces attentats étaient liés à notre contentieux avec l'Iran. Je me suis donc retrouvé logiquement à aider douaniers et policiers de l'air à surveiller la frontière luxembourgeoise tandis que d'autres camarades protégeaient avec la même ardeur les frontières italienne, suisse ou espagnole.

La mission fut un succès total puisqu'aucun terroriste ne pénétra sur notre territoire durant le temps de cette mission. Pour tout dire, en ce qui me concerne le seul événement marquant de cette opération fut le repérage dans le lointain d'un poste de douane d'un homme franchissant à pied la frontière française avec un sac à dos. L'incident survenant au moment de la fin du service des douaniers que j'appuyais et ceux-ci refusant de courir avec des souliers de ville à travers champs, nous le laissâmes passer avec probablement (mais qui sait ?) son magnétoscope. Bien évidemment avec nos chargeurs enveloppés de plastique dur thermosoudé et nos règles d'engagement nous n'étions pas prêts à faire face à une attaque rapide un peu sérieuse, mais cela importait visiblement peu, **l'essentiel étant que nous soyons visibles**. Que pendant ce temps-là nous ne entraînés pas ou ne puissions être engagés sur quelque chose qui correspondait plus à nos compétences et notre mission première comptait encore moins. On eut au moins la sagesse à l'époque de démonter discrètement le dispositif, avant de le réactiver cinq ans plus tard sous la forme de *Vigipirate*.

Ce faisant, avec ce cache misère, on plaçait **des milliers de nos soldats en situation de pots de fleur** avec ce premier risque d'**en faire des cibles relativement faciles pour qui veut à s'attaquer à des militaires français**. On compte déjà une moyenne d'un incident par jour et d'une agression par mois dont une, le 1er janvier 2016, avec une voiture. Les soldats de *Sentinelle*, immobiles, se sont trouvés également impliqués et malgré eux dans les mouvements sociaux violents de ses derniers mois. Des milliers d'hommes armés de fusils d'assaut et des dizaines de milliers de munitions, c'est une goutte d'eau par rapport à tout ce qu'il faudrait protéger, c'est néanmoins suffisant pour **provoquer statistiquement des tirs par erreur de manipulation, surréaction voire volonté meurtrière**. Avec des milliers de manipulation d'armes chaque jour, les incidents sont inévitables. J'ai connu le changement des procédures de désarmement, en pleine opération en 1986. J'avais alors calculé que ce changement permettait de moins user les percuteurs mais multipliait aussi par trois les risques d'incidents et donc aussi de désastre. Ce système est toujours le même. On s'est contenté de mettre en place des "témoins d'obturation de chambre" (TOC) qu'il faut armer pour l'enlever avant de pouvoir tirer. Sans entrer dans le détail, cette manipulation peut entraîner le blocage de l'arme, ce qui intervient dans environ 1/3 des cas.

Après l'Euro 2016, **où le dispositif peut avoir son utilité momentanée**, il faut en finir avec cette opération *Sentinelle* qui, en affaiblissant les armées, nous affaiblit plus qu'elle ne nous sert dans cette guerre. Le slogan officiel, dit de "l'argument Kidal" ("on ne comprendrait pas que les soldats qui défendent les Français à Kidal ne le fassent pas à Paris") est spécieux. Dans ce cas, envoyons aussi des CRS à Kidal. En admettant que leur syndicat trouve un hôtel à leur standing, ils participeront à des raids de recherche et destruction. **Les missions de police et de la guerre, il faut le répéter, ne sont pas identiques et ne doivent pas être confondues**. Ce ne sont pas les mêmes tactiquement, ce ne sont surtout pas les mêmes stratégiquement, les premières relevant du maintien de l'ordre et les secondes de la politique (celle qui va au-delà des prochaines élections).

Est-il possible de dresser un bilan de l'opération Vigipirate, qui inspire

depuis plusieurs décennies les réponses de la part des pouvoirs publics aux attentats terroristes ?

Michel Goya : On chercherait en vain le bilan concret de cette opération (nombre d'attentats évités, de terroristes arrêtés, d'engins explosifs neutralisés, etc.) **en grande partie parce qu'en cherchant à tout protéger on ne protège évidemment rien.** Lorsque l'objectif est de frapper n'importe qui dans la population, il suffit d'éviter les endroits protégés. On pourra dire qu'il est **difficile de mesurer les effets d'une dissuasion** mais lorsqu'un dispositif ne dissuade pas d'agir, et les attaques de 2015 l'ont bien montré, il n'y a pas non plus beaucoup d'effets cachés. Quant aux effets anxiolytiques de l'opération, car il s'agit aussi d'une **opération placebo**, il est bien difficile à estimer. Inversement, placer des soldats en poste fixe dans les rues, c'est offrir autant de cibles. On compte une moyenne d'un incident par jour et d'une agression armée, y compris avec une voiture, chaque mois. Lors des attentats du 13 novembre, le dispositif n'a rien empêché et s'est vu aussi interdire d'intervenir au Bataclan. Il a été utile en revanche dans l'organisation des secours.

Lorsque débute l'année 2015, on attend toujours le bilan officiel de presque vingt-cinq années de Vigipirate. **Combien cette dizaine de millions de journées de présence/homme (et à peu près l'équivalent de l'engagement français en Afghanistan) a-t-elle permis d'appréhender ou d'aider d'appréhender de terroristes ?** Combien d'attaques et d'attentats ont-ils été évités grâce à ce dispositif ? Pour avoir travaillé dans le retour d'expérience dans l'armée de terre, je ne me souviens pas être jamais tombé sur un bilan de ce genre. On pourra rétorquer que, par principe, on ne voit pas forcément les résultats d'une dissuasion mais lorsqu'un dispositif est aussi visible et facilement contournable peut-on vraiment parler de dissuasion ? Des poteaux empêchent-ils une inondation ?

Ce qui est certain c'est que Vigipirate n'a en rien empêché ou entraver les attentats de 1995 ni les attaques de janvier 2015. **Qu'à cela ne tienne, cela ne sert à rien donc il faut augmenter les doses. C'est de toute façon tout ce que l'on peut montrer de visible sans prendre de risques.** Voici donc, alors que la France a été attaquée par seulement trois salopards que l'on engage maintenant 10 000 hommes. C'était effectivement ce qui était prévu pour une intervention des armées sur le territoire national métropolitain mais pour une situation d'urgence, comme une catastrophe naturelles, et limitée dans le temps comme la protection d'évènements particuliers (où contrairement à des attaques visant toute la population il est possible de savoir quoi protéger).

Par ailleurs, quel est le coût réel de Sentinelle, si l'on y intègre le fait que les soldats mobilisés ne s'entraînent pas et que de nos capacités d'intervention en Opex s'en trouvent réduites ?

Michel Goya : En termes financiers, l'opération coûte, en surplus d'une situation "normale", **environ une centaine d'euros par soldat et par jour.** Cela donne pour l'année 2015 **un surcoût total entre 350 et 400 millions d'euros pour 3 millions de journées de travail.** Au total, depuis le déclenchement de l'opération *Vigipirate* en 1991 c'est un ordre de grandeur d'**un milliard d'euros et 10 millions de journées de travail qui ont été consacrés à cette mission de surveillance.** Bien entendu, 10 000 soldats dans les rues, c'est d'abord autant de soldats en moins disponibles pour être engagés dans une opération extérieure, alors que nous sommes en même temps en guerre au Sahel et au Levant. Par ailleurs, bien évidemment aussi le temps passé à *Sentinelle* n'est pas passé à l'entraînement, qui est réduit de moitié environ, ni au nécessaire repos. Il est fréquent désormais pour un soldat de passer **plus de 200 jours sur le terrain dans l'année, hors de sa garnison et loin de sa famille s'il en a une.** Dans une armée de volontaires et alors que les conditions de travail se sont dégradées cela peut aboutir aussi à une démotivation et à des renouvellements de contrats, bref **un capital humain qui se dégrade. Au bilan, c'est une ponction très lourde pour les armées pour un bilan pour le moins mitigé.**

Comme bien sûr *Sentinelle* n'était pas prévue, pour durer en tout cas, et qu'on l'est empressé depuis des années à solder les installations militaires, **les conditions de vie de nos soldats ont dû être improvisées parfois jusqu'à l'indigne.** Bien sûr, les périodes d'entraînement collectif ont été drastiquement réduites (d'un ordre de grandeur de moitié environ). Bien sûr, tout cela a fortement perturbé la gestion complexe des stages de formation individuelle et même celle des opérations extérieures. Bien sûr enfin, cette mission qui n'est pas forcément la plus exaltante est venue s'ajouter à une charge de travail et des conditions de travail dégradées (faut-il reparler des bases de défense, de la "gestion des parcs", de l'empilement de la réglementation de sécurité ou du prodigieux logiciel Louvois ?) dans une armée fondé sur le volontariat. Que nos soldats soient dégoûtés, et beaucoup le sont

désormais par la manière dont ils vivent, et notre capital humain se dégradera avec les conséquences que cela peut avoir, comme la multiplication des accidents. Accessoirement enfin, c'est environ **un million d'euros qui est dépensé chaque jour pour *Sentinelle***, tout cela pour ajouter 10 000 hommes à 240 000 policiers et gendarmes.

Quel est alors la fonction principale de l'opération Sentinelle ? Au-delà de sa fonction sécuritaire, quel avantage le gouvernement peut-il espérer en tirer, un arrêt de l'opération Sentinelle est-il politiquement envisageable pour l'exécutif actuel ?

Michel Goya : L'objectif premier de l'opération Sentinelle est de **montrer que l'on fait quelque chose mais sans prendre de risques**. Comme en France il est très facile pour l'exécutif d'engager la force armée, celui-ci ne s'en prive pas pour se donner une posture d'homme d'Etat mais au lieu d'envoyer les soldats dans les cités de l'ennemi, ce qui correspondrait plus à leur fonction première, **on préfère les montrer dans nos rues**. Les armées, et en particulier l'armée de terre, en ont profité aussi pour justifier l'arrêt de la baisse des effectifs qui était en train de les détruire. Elles savent que cela est négatif pour elles à long terme mais à court terme, cela les sauve. Ce n'est pas comme cela que l'on gagnera la guerre contre l'Etat islamique.

Les auteurs des attaques étant déjà neutralisés à son déclenchement, **l'opération *Sentinelle* n'avait évidemment plus d'effet sur la menace en cours**, on l'a maintint néanmoins et sans limite de temps. On pouvait arguer que cela pouvait en prévenir d'autres mais les mêmes causes produisant souvent les mêmes effets, c'était évidemment s'exposer, comme cela n'a pas manqué hélas, à de nouvelles déconvenues à cet égard. Personne n'était vraiment dupe. **Il s'agissait surtout d'une surenchère anxiolytique**. Se sentant obligés de montrer qu'il faisait quelque chose, le "médecin" augmentait simplement très largement les doses d'un médicament placebo déjà appliqué, en lui donnant simplement un nouveau nom.

Surtout et comme il se doit, cette nouvelle opération *Sentinelle* a continué à **ne pas empêcher les attaques, individuelles d'abord comme celle du train Thalys en août 2015, multiple ensuite avec l'assaut du 13 novembre**. On aurait pu imaginer à cette occasion que les unités puissent au moins intervenir efficacement en réaction. Cela n'a pas été le cas, en grande partie, et c'est sans doute le plus rageant, **car rien n'avait pas été prévu pour ça**. Les unités de *Sentinelle* les plus proches des événements sont bien intervenues de leur propre initiative et au "au son du canon", dans la confusion. La coordination **s'est presque toujours effectuée sur place avec les policiers et en excellente entente avec eux**. Rue de Charonne, il était trop tard pour empêcher le massacre mais l'intervention d'un groupe de combat a largement facilité l'organisation des secours et donc, directement ou non, sauvé des vies. Face au Bataclan, déconnecté du réseau radio de police ACROPOL (resté sur les postes fixes), le groupe de combat est arrivé à 22h sans savoir qu'il y a une prise d'otages en cours. Ce n'est que lorsque le groupe et les policiers ont été eux-mêmes pris à partie par des tirs de kalashnikovs qu'ils ont pris les dispositions de combat. Plusieurs blocages sont alors intervenus. L'ouverture du feu n'a pas été accordée par la Direction de la sécurité de proximité de l'agglomération parisienne (DSPAP) et le chef de groupe n'a pas pris l'initiative de désobéir pour pénétrer dans le Bataclan. Il est vrai que le doute subsistait sur une possible prise d'otages, situation pour laquelle, il n'était pas formé. De toute manière les manipulations des TOC avaient bloqué plusieurs Famas, ce qui suffisait à désorganiser une action tactique (mais pas à l'empêcher). A 22h30, des responsables de la Brigade de recherche et d'intervention (BRI) sont arrivés sur place. Le groupe *Sentinelle* a alors été placé en mission de couverture avant l'assaut de la BRI qui eu lieu deux heures plus tard.

Qu'on en soit à un tel point trois ans après l'attaque de Mohammed Merah et dix mois après l'attaque de Charlie Hebdo est à pleurer. Peut-être qu'en arrêtant de traiter chaque attaque comme un cas isolé de délinquance psychopathique mais plutôt comme des morceaux autonomes d'un plan organisé on ne donnerait pas l'impression d'être surpris à chaque fois. Pire encore, tout se passe comme si on n'avait pas prévu une seule seconde qu'il faille faire face en France à une attaque multiple, **un mode d'action pourtant utilisé depuis des années, et que des militaires puisse y être impliqués**. A cet égard, le passage sur la nouveauté de ce type d'attaque terroriste dans le *Qui est l'ennemi ?* écrit par le cabinet du ministère de la défense ne cesse de surprendre et d'inquiéter.

Une telle rigidité des services de sécurité mêlée de rivalités internes, une telle absence d'autocritique, un tel refus de toute critique extérieure (Ah les "pseudo-experts auto-proclamés", ou les "stratèges dans un fauteuil" !) témoignent d'un **amateurisme criminel**. Les soldats et les policiers intervenant sur le terrain ne sont pas en cause. Ils constituent, selon l'expression de Stéphane Berthomet, le gardien de but de l'équipe, celui **qui se retrouve à agir dans l'urgence et en dernier pour rattraper l'échec de tous les autres**.

Les armées, l'armée de terre en particulier, étaient **complices de ce subterfuge** car cela permettait de faire face à

des menaces bien plus dangereuses pour leur survie que Daech. Quelques jours après les attaques, le Premier ministre annonçait que nous étions en guerre (les aviateurs de l'opération Chammal et les soldats de Barkhane ou avant eux de Serval faisaient sans doute de l'humanitaire) mais en prenant soin de ne pas nommer d'ennemi ("le terrorisme" n'est pas un ennemi). Le Président annonçait ensuite comme mesure majeure que **"le budget de la défense serait intégralement respecté", ce qui montre au passage qu'il était prévu qu'il ne le soit pas**. Quelques mois plus tard, c'est l'arrêt de la poursuite (suicidaire) des réductions des effectifs qui était décidée, accompagnée de quelques financements supplémentaires. Ces inflexions face à ce qui n'aurait jamais dû être une surprise témoignaient du peu de cohérence de notre politique, autre qu'électorale, mais elles étaient bienvenues, au moins pour les armées le ministère de l'Intérieur voyant plutôt cette intrusion de très mauvais œil (Ah la colère du ministre lorsqu'un préfet a fait appel à une unité de l'armée de terre pour boucler le quartier de Saint-Denis investi en novembre).

L'exécutif évoque volontiers le nombre de recrutement dans les forces de l'ordre pour illustrer sa réaction face à la menace terroriste. Qu'en est-il concrètement depuis les attentats ?

Guillaume Jeanson : En novembre dernier, François Hollande revendiquait lors du congrès de Versailles la création, au cours de son mandat, **de près de 9000 postes supplémentaires de gendarmes et de policiers**. Aujourd'hui, on peine vraiment à le croire. *Le Figaro* du 1er juin souligne en effet l'existence de deux documents compromettants pour l'exécutif : **le Rapport annuel annexé au projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes pour 2015 et la note d'analyse sur l'exécution budgétaire 2015 de la Cour des Comptes**. Loin des annonces officielles, il en ressortirait que seuls 390 emplois supplémentaires ont été créés au total pour les missions police et gendarmerie du ministère de l'Intérieur depuis 2012. A l'heure où l'on apprend que la directrice centrale de la police judiciaire attend **"une nouvelle tuerie de masse ou des attentats multiples"** et que l'ancien patron du contre-terrorisme de Scotland Yard estime que **"la menace terroriste qui pèse sur l'Euro 2016 de football est plus aigüe qu'elle ne fut pour n'importe quel événement sportif de l'histoire"**, l'on est en droit de s'inquiéter. Le député LR Olivier Marleix, qui n'hésite pas à parler de **"milliers d'emplois fantômes"**, reconnaît tout de même **une accélération des recrutements depuis les attentats** – précisant toutefois que, là où il était question dans le plan anti-terroriste **"de créer 400 emplois dans la police et 100 dans la gendarmerie dès 2015 (...), cet effort a été annihilé par près de 400 départs à la retraite non prévus dans la seule gendarmerie"**. Certes, il reste encore une loi de finances pour corriger les conséquences néfastes de cette pyramide des âges, mais la pente est raide. Comme en témoigne la découverte récente par la DGSJ de près de 82 personnes fichées S parmi les intervenants dans l'organisation de l'Euro de football, pallier cette pénurie en faisant appel à la sécurité privée s'annonce, hélas, un exercice périlleux.